



SE RÉENGAGER AVEC LE MONDE : CE QUE LE CANADA DEVRAIT FAIRE AUX NATIONS UNIES

Le gouvernement Harper a fait tout en son pouvoir pour ignorer, contourner et dénigrer les Nations Unies, proclamant que « nous pouvons faire cavalier seul ». La question, particulièrement durant une année électorale et une année qui marque le 70^e anniversaire de la création des Nations Unies, est donc : est-ce que l'ONU est importante ? La réponse courte est un oui catégorique.

L'ONU est une institution multilatérale composée de membres. Elle comprend presque tous les domaines de l'activité publique. C'est le seul forum où il est possible d'interagir avec tous les acteurs mondiaux, influencer le cours des événements mondiaux et participer aux discussions et des décisions qui sont fondamentales pour la sécurité mondiale et pour notre propre bien-être et nos intérêts. Les Nations Unies et les autres institutions multilatérales ne sont pas des entités indépendantes unilatérales avec un pouvoir exécutif ; elles dépendent des États membres en ce qui concerne l'orientation, le financement et la prise de décision. Lorsque les choses ne fonctionnent pas, c'est parce que les États membres ne parviennent pas à se mettre d'accord sur les solutions ou ne s'engagent pas à fournir les ressources nécessaires.

La position condescendante du Canada à l'égard des Nations Unies a causé un grand tort à notre réputation et à notre influence. Nous sommes aujourd'hui davantage reconnus pour notre absence que pour notre présence : nous avons refusé de signer le Traité sur le commerce des armes ; refusé de ratifier le Protocole facultatif de la Convention contre la torture ; remporté plusieurs prix Fossile lors des négociations sur les changements climatiques ; ignoré les demandes d'appui aux missions de maintien de la paix de l'ONU ; esquivé nos responsabilités dans la Commission de consolidation de la paix ; ainsi que réduit le soutien financier aux efforts en matière de développement, particulièrement en Afrique.

Peut-on revenir sur la bonne voie? Dix priorités pour l'action :

1. Droits humains

Premièrement, le Canada devrait signer le Traité sur le commerce des armes, les Protocoles facultatifs sur les droits des enfants et sur les droits des personnes handicapées, ainsi que ratifier le Protocole facultatif de la Convention contre la torture.

Le Groupe McLeod œuvre au renforcement de la contribution du Canada à un monde meilleur.

Le Groupe McLeod est composé de professionnels possédant de nombreuses années d'expérience au sein du gouvernement, de la société civile et du milieu universitaire, qui travaillent dans tous les domaines du développement international, de la diplomatie et de la politique étrangère. Nous collaborons avec d'autres intervenantes et intervenants qui apprécient les droits de la personne, l'intégration, l'égalité et le développement durable pour faire avancer la politique et l'action du Canada dans les domaines de la coopération internationale et des affaires étrangères.

260, rue Metcalfe, bureau 6A, Ottawa (Ont.) K2P 1R6

McLeodGroup.ca | mcleodgroup12@gmail.com | [@theMcLeodGroup](https://www.facebook.com/theMcLeodGroup)

Deuxièmement, le Canada devrait accepter et coopérer avec les examinateurs des Nations Unies dans le cadre du processus d'Examen périodique universel. En dépit de l'accord international selon lequel tous les pays seront soumis à un tel examen, le point de vue du Canada est que celui-ci ne s'applique qu'aux « pays voyous », niant ainsi l'objectif d'*universalité*. Si des pays tels que le Canada se retirent, nous perdons notre levier pour veiller à ce que les examens des pays commettant des violations des droits humains soient entrepris.

2. Le maintien de la paix

Grâce à des réformes majeures, le renforcement des capacités du siège social et l'élaboration de doctrines de maintien de la paix, les opérations de la paix des Nations Unies ne sont plus les efforts militaires des années 1990. Ce sont des missions intégrées avec des personnes civiles qui supervisent les efforts civils, policiers et militaires, et elles ont connu du succès dans de nombreux endroits. À la fin du mois d'avril 2015, il y avait 107 800 soldats de la paix de l'ONU, dont seulement 122 Canadiens.¹ Il est temps pour le Canada de retourner au maintien de la paix des Nations Unies en offrant du personnel policier et militaire, y compris des positions de direction, de l'équipement et de l'appui aux efforts du siège social, ainsi qu'en mettant à disposition les ressources nécessaires pour la mise en œuvre des résolutions du Conseil de sécurité.

3. L'environnement

L'image du Canada dans la politique climatique internationale est à son plus bas. Notre retrait du Protocole de Kyoto, en insistant que nous ne réduirons nos émissions que si les autres le font (et ce, même si nous sommes parmi les dix plus grands pollueurs), la réduction de nos contributions au financement international, notre retrait de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, notre échec dans nos engagements au pays et notre obstruction lors des négociations à l'étranger ont conduit à une réputation bien méritée de « paria cynique ».²

Nos actions au Canada ont des implications internationales immédiates et vice-versa. Remettre le Canada sur la bonne voie, à la fois au niveau national et international, nécessitera un travail solide pour démontrer de la bonne foi, particulièrement en fixant des objectifs nationaux audacieux pour la réduction des gaz à effet de serre et en soutenant les technologies énergétiques alternatives. Nous devons nous attaquer à notre dépendance financière et énergétique au pétrole et au gaz. À l'échelle internationale, le Canada a besoin de restaurer sa réputation en s'impliquant de plein gré et en soutenant les pays en voie de développement dans leur adaptation aux nouvelles réalités, ainsi qu'en s'engageant à des actions positives. La Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques qui se tiendra à Paris en 2015 sera un test de ce réengagement.

4. Le développement

En 2015, les négociations seront conclues sur les Objectifs de développement durable (ODD), qui remplaceront les Objectifs du millénaire pour le développement. Les ODD décrivent les efforts pour mettre fin à la pauvreté dans le monde et s'appliqueront à tous les États membres, dont le Canada. Tous les pays devront soumettre des rapports sur leurs efforts, notamment sur l'équité et l'inclusion, l'écart entre les sexes, la durabilité environnementale et la réduction de la pauvreté.

Les efforts du gouvernement actuel en matière de coopération au développement ont été caractérisés par des compressions et la confusion. Plusieurs pays pauvres africains ont été coupés en faveur de pays plus riches ayant un meilleur potentiel commercial pour le Canada, particulièrement dans le secteur minier. Le budget d'aide au développement a chuté de 0,34 % à 0,24 % du revenu national brut en quatre ans, maintenant plus loin que jamais de l'objectif mondial de 0,7 %. Les contributions aux institutions multilatérales, telles que le PNUD et l'UNICEF, ont décliné. Le Canada s'est retiré de plusieurs « États fragiles », ignorant le lien entre la fragilité, le sous-développement, la corruption, ainsi que les catastrophes et les conflits humanitaires, dont certains augmentent le risque de terrorisme.

5. L'égalité entre les sexes

Les Nations Unies ont été un forum fondamental pour la promotion des droits des femmes et de l'égalité entre les sexes. Par la série de conférences mondiales sur la femme, avec leur accent sur l'égalité, le développement et la paix, les Nations Unies ont aidé à établir des normes qui ont ouvert la voie à des lois nationales et à l'amélioration des pratiques dans le Nord et le Sud. La société civile a été essentielle pour maintenir les gouvernements sur la bonne voie.

Le Canada a joué un rôle de leadership durant plusieurs décennies dans ces processus, mais nous revenons maintenant en arrière et ne remplissons plus nos engagements en la matière, en réduisant les budgets et en ignorant des enjeux clés tels que les droits reproductifs et le travail domestique non rémunéré. La mise en œuvre des ODD sera un indicateur important de notre engagement envers l'égalité entre les sexes. Le Canada doit fournir le soutien financier et en matière de gestion à la nouvelle agence ONU Femmes, négocier l'inclusion des droits des femmes au sein des ODD, ainsi que restaurer le financement pour les programmes de santé reproductive dans l'Initiative pour la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants.

6. Le désarmement nucléaire

Les négociations sur le désarmement nucléaire sont pratiquement paralysées. L'OTAN affirme que les négociations mondiales ne devraient pas aller de l'avant avant des réductions substantielles de la part des États-Unis et de la Russie. La Conférence de Genève est arrêtée de manière permanente. Le Canada accepte la position de l'OTAN, même si, en tant que pays soutenant le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), il a fait des engagements importants en matière de désarmement nucléaire.

Des pays tels que le Mexique, la Norvège (un membre de l'OTAN), l'Autriche, la Suisse et l'Indonésie préconisent une approche basée sur le droit humanitaire comme base à un instrument juridiquement contraignant pour interdire les armes nucléaires. L'Afrique du Sud, la Nouvelle-Zélande, l'Irlande, l'Égypte et le Brésil sont en train de joindre le pas. Cependant, le Canada a soutenu les États-Unis et

le Royaume-Uni pour mettre un terme à la ronde de 2015 du TNP en raison de désaccords sur le Moyen-Orient.

7. L'aide humanitaire

Les Nations Unies sont reconnues comme étant un mécanisme de réponse important lors des catastrophes naturelles et d'origine humaine. Sa capacité de livraison et de coordination a été développée considérablement au cours des 20 dernières années au point où l'ONU est aujourd'hui un leader incontestable aux côtés du Mouvement Croix-Rouge/Croissant-Rouge et un certain nombre d'ONG internationales importantes. Il est donc inévitable, en dépit du dédain du gouvernement actuel envers l'ONU, que la grande majorité du financement d'urgence canadien soit envoyée aux entités clés des Nations Unies : le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, le Programme alimentaire mondial et l'UNICEF, ainsi que le Bureau pour la coordination des affaires humanitaires pour son travail essentiel de coordination.

La relation entre les conflits, la pauvreté, la mauvaise gouvernance, la corruption et la négligence est depuis longtemps reconnue. Avec quelques exceptions notables, la plupart des pays en situation de conflit au cours des deux dernières décennies ont été frappés par la pauvreté, mal gouvernés et ont souvent été des dictatures. La plupart des États affligés par des catastrophes sont des pays pauvres n'ayant pas la capacité de prévention ou de gestion de risques de catastrophes. Le lien entre le sous-développement et la vulnérabilité aux catastrophes doit être reconnu et mieux compris. Le gouvernement actuel a considérablement augmenté les dépenses humanitaires. Cependant, il s'agit d'une contradiction fondamentale pour le Canada de se vanter de sa bonne réputation en tant que donateur humanitaire généreux tout en coupant son programme de coopération au développement dans les États pauvres et fragiles.

8. La consolidation de la paix

Le Canada est devenu un des 31 membres de la Commission de consolidation de la paix de l'ONU en 2008 et a présidé le sous-comité gérant l'appui de la commission à la Sierra Leone. L'objectif de la

est de soutenir les pays en situation de postconflit dans la reconstruction. Toutefois, le financement de la consolidation de la paix à long terme ne s'est pas matérialisé. La position du Canada a été embarrassante : durant ses cinq années de supervision d'activités en Sierra Leone, le Canada n'a fait *aucune* contribution financière à ce pays. Malheureusement, nous étions en « bonne » (c'est-à-dire mauvaise) compagnie avec un soutien qui était bien en deçà des besoins au Burundi (maintenant rechutant dans un conflit), en Sierra Leone et au Libéria (qui ont fait face à la crise de l'Ebola sans le soutien de la commission).

9. La paix et la sécurité

La rhétorique anti-ONU du Canada s'est accélérée après 2010, lorsque nous n'avons pas réussi à être élus au Conseil de sécurité. Désormais, le Canada déciderait pour lui-même quelles seraient ses politiques et agirait unilatéralement. Cela signifiait mettre tous nos œufs militaires dans le panier de l'OTAN en Afghanistan et dénigrer tout ce qui ressemblait à la diplomatie libérale, que ce soit le maintien de la paix, le Traité sur l'interdiction des mines antipersonnel ou la Cour pénale internationale. « Fini l'équilibre » était l'ordre du jour, particulièrement au Moyen-Orient, où même des réprimandes légères envers Israël étaient assimilées à l'antisémitisme et où tout rôle du Canada dans le maintien de la paix a été effacé. La participation du premier ministre aux débats d'ouverture annuels de l'Assemblée générale est devenue rarissime et les diplomates canadiens désarmés ont vu leur rôle réduit à des porte-parole du gouvernement.

Un nouveau gouvernement devra travailler fort pour prouver que le Canada est un acteur sérieux, et ce, en changeant son comportement et son image. Cela nécessitera un équilibre en ce qui concerne le Moyen-

Orient, en reconnaissant que le respect pour les besoins en matière de sécurité d'Israël dépend du respect pour les aspirations légitimes du peuple palestinien. Il faudra se réengager en Afrique (qui représente une proportion élevée du travail du Conseil de sécurité), repenser notre engagement auprès des efforts de l'ONU dans la médiation politique et gagner une certaine reconnaissance dans les domaines du maintien de la paix, des changements climatiques et du développement. En d'autres termes, le Canada doit participer à la résolution de problèmes complexes et non seulement « sermonner et partir », comme le décrit Joe Clark.³

10. La gouvernance mondiale et la réforme institutionnelle

L'ONU a prouvé à maintes reprises qu'il est capable d'évoluer et de s'adapter aux circonstances changeantes, qu'il s'agisse d'initiatives menées par les États membres ou par le biais de propositions de réforme détaillées du secrétaire général. Pour que le Canada atteigne ses propres objectifs lors d'une réforme institutionnelle, nous devons être à la table. Nous devons jouer de nouveau un rôle qui inspire le respect au niveau de la diplomatie internationale, retrouver une crédibilité qui permettrait de travailler en faveur du changement et nous montrer être un membre utile de la famille d'organisations des Nations Unies. S'asseoir à juger dans les coulisses ne donnera rien.

Si, et seulement si, le Canada est capable de faire cela, il pourra être envisagé de se porter candidat à un siège sur le Conseil de sécurité. En théorie, le Canada pourrait se fixer l'objectif de 2019-2020, reprenant ainsi notre ancien plan « tous les dix ans » après une décennie perdue.

NOTES

¹ United Nations Peacekeeping, « Troop and police contributors », en ligne, <http://www.un.org/en/peacekeeping/resources/statistics/contributors.shtml>.

² Christian Holz, « Le Canada, un paria dans l'univers du changement climatique », dans John E. Trent (dir.), *Les Nations Unies et le Canada* (Ottawa, Mouvement fédéraliste mondial, 2014), p. 21, disponible à <http://www.worldfederalistscanada.org/UN%20and%20Canada%202014%20Fre/%20CDN%20UN%202014%20fre%20issuu.pdf>

³ Campbell Clark, « Joe Clark's new book: Canada is the country that "lectures and leaves" », *Globe and Mail*, 1^{er} novembre 2013, en ligne, <http://www.theglobeandmail.com/news/politics/joe-clarks-new-book-canada-is-the-country-that-lectures-and-leaves/article15215729/>.